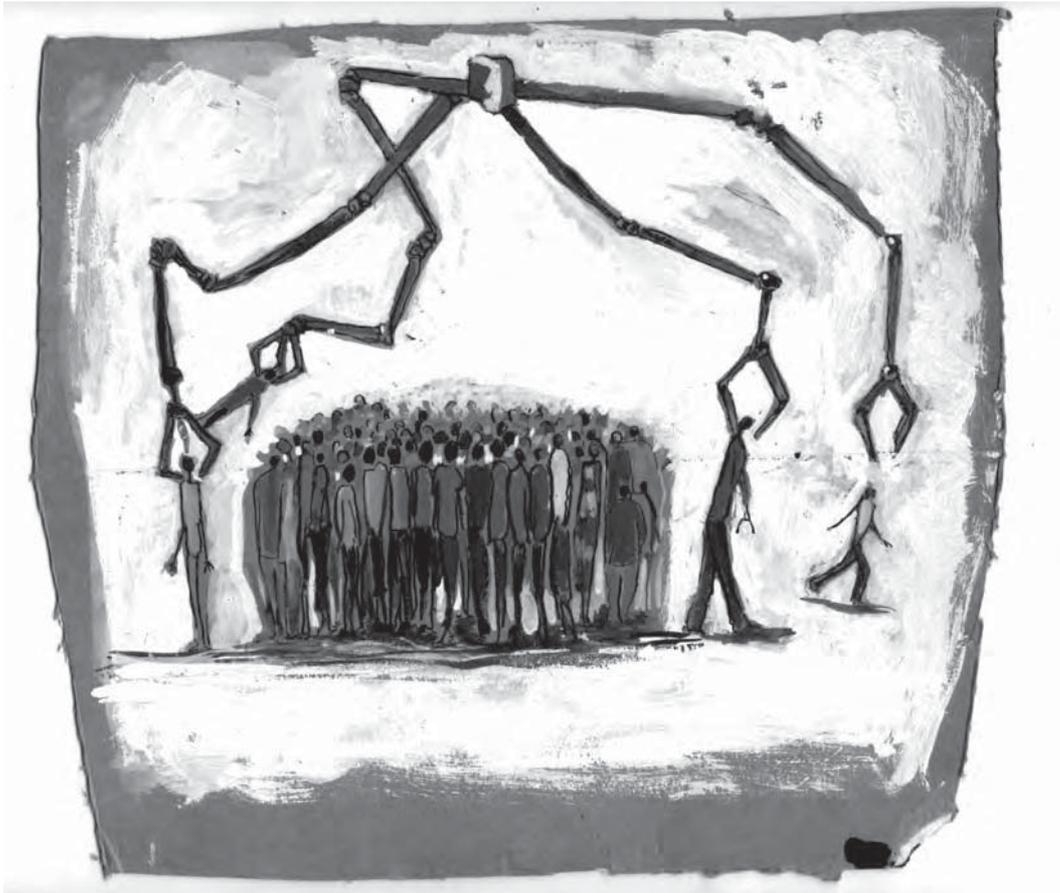


ETRANGERS



DE PARTOUT ?

A L'ASSAUT

de Ceuta et Melilla

Les deux enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au Maroc constituent l'une des seules voies terrestres pour accéder en l'Europe. Si on sait que la Méditerranée constitue un des plus grands cimetières européen en raison du nombre de réfugiés noyés lors de la traversée vers l'Italie (Lampedusa et la Sicile), l'Espagne (le détroit de Gibraltar, les Canaries), mais aussi vers Chypre ou Malte, cette frontière a longtemps offert l'avantage d'un passage gratuit et plus sûr, pour peu que l'auto-organisation et la détermination soient au rendez-vous.

Ce n'est qu'en 1998 que la ville de Melilla, 65 000 habitants, a construit un centre de rétention particulier, dit CETI (*Centro de Estancia Temporal de Inmigrantes*), semi-ouvert mais à détention illimitée, contre 40 jours dans les dix autres camps de déportation, les CIE (*Centro de Internamiento de Extranjeros*), créés à partir de 1985. *La Granja*, cogéré par la Croix-Rouge et l'association Maria Immaculada, est d'une capacité de 250 places et sert de centre de tri entre ceux qui seront relâchés dans une ville espagnole du continent avec un avis d'expulsion, et tous les autres, refoulés par bateau ou par avion. Cette même année a aussi débuté la construction d'une barrière métallique autour de la ville, sur l'exemple de Ceuta l'année précédente. Depuis 1994 en effet, les traversées par bateau de «subsahariens» à partir du Maroc (Sidi Ifni, El Aaiun, Dajla) vers les Iles Canaries d'un côté et le sud de l'Espagne (Cadix, Málaga, Almeria) de l'autre ne vont cesser d'augmenter. Parallèlement, les

Malgré une longue tradition de poncifs militants, on aurait tort de continuer à parler d' « Europe forteresse ». Si l'expression est commode, elle fait oublier que les étrangers riches n'ont pas de problème d'accès au territoire européen. Elle cache aussi surtout le fait que le continent reste une terre d'immigration légale ou légalisée, comme elle l'a toujours été, en fonction des besoins de main d'œuvre. Le décalage croissant entre des immigrés choisis par nationalités, quotas ou durée de survie avant régularisation et tous ceux qui continuent d'arriver sans demander d'autorisation a ainsi souvent pu conduire à cette simplification.

attaques individuelles ou par petits groupes de la frontière terrestre qui mène vers Ceuta et Melilla vont également se multiplier.

C'est cependant à partir de 2005 que tout va s'accélérer de ce côté-là. Des milliers de migrants, peut-être las d'attendre un passage victorieux par bateau contre les 1500 dollars dus aux passeurs (la surveillance technologique et humaine des voies maritimes a beau-

coup augmenté), à bouts de ressources (dépouillés par la police, rackettés par les mafias, enfermés et tabassés dans les prisons marocaines ou libyennes à chaque échec) ou tout simplement plus pauvres, vont alors lancer des vagues d'assauts massives afin de franchir en force le périmètre qui marque le passage vers les deux enclaves espagnoles. Si nous nous attarderons sur les assauts de cette année particulière, ce n'est pas parce qu'ils ont été plus médiatisés suite aux morts qu'ils ont causées, mais parce que de nombreux migrants ont pu raconter ensuite leur aventure, et surtout parce que cette expérience d'auto-organisation et de détermination qui brise les schémas victimistes parle à tout individu qui a la liberté et la rage au cœur.

LA BONNE ENTENTE HISPANO-MAROCAINE

La frontière, longue de plus de 8 kilomètres à Ceuta et 10 à Melilla, est protégée par un double grillage en acier renforcé (contre les sécateurs), haut de 3 à 6

mètres selon les endroits, la *Valla*. Elle comporte une trentaine de miradors, des caméras thermiques et des appareils de détection à infrarouge. Une fois le premier grillage franchi avec des barbelés à son sommet, il faut se jeter dans la zone de l'entre-deux et soit chercher à forcer le passage des rares portes, soit escalader le second. A Melilla, il faut encore courir et se cacher pour gagner le centre ville, où seule la préfecture enregistre les demandes d'asile. Tous les autres sont impitoyablement rendus aux marocains après un tabassage en règle. Les gardes espagnols sont notamment équipés de balles en caoutchouc qui font des ravages, et disposent en outre d'une bonne motivation pour s'en servir : une prime de 500 à 800 euros par mois pour occuper ce poste.



L'ensemble du dispositif de sécurité, sur terre mais aussi en mer, a été dénommé *Sive* (Système intégré de vigilance externe). Créé en 1998, il est devenu opérationnel en août 2002 le long d'Algésiras, à l'embouchure du détroit de Gibraltar, puis s'est étendu à Malaga et l'île de Fuerteventura (Canaries) en décembre 2003, avant Cadiz et Grenade en novembre 2004, puis Ceuta, Melilla et Lanzarote (Canaries) en janvier 2005. Et enfin Tenerife, La Gomera, El Hierro, Valence, Alicante, Murcia et Ibiza en 2007. C'est à Cadiz que se trouve *El Mando*, le centre opérationnel de la guardia civil qui gère le *Sive*, passé d'un système de contrôle exclusivement terrestre à un dispositif très complexe en temps réel intégrant bandes vidéo, liaison satellitaire, radars, caméras thermiques et infrarouges, lecteurs automatiques de plaques d'immatriculations et détecteurs de pulsations cardiaques dans les ports, le tout appuyé par des unités d'intervention rapide comme des vedettes maritimes et des hélicoptères équipés d'aides à la navigation nocturne. L'aire d'influence du *Sive* couvre, dans les textes adoptés à Bruxelles en novembre

2003 sur les centres de contrôle des flux migratoires du Sud, toutes les eaux du Portugal, de la France et de l'Italie (Maroc, Algérie, Tunisie comprises, qu'elles le veuillent ou non). Le second *Sive*, basé en Grèce, doit voir le jour face à la seconde route des trafics de marchandises (humaines ou matérielles) utilisée dans les Balkans, la Turquie, l'Égypte et la Libye. Notons aussi qu'une des deux entreprises qui a installé le *Sive*, Amper, a déjà exporté son système à la Serbie et la frontière russo-lettonne, tandis que l'autre, Indra, l'a exporté à Hong Kong.

C'est donc à un véritable bouclier européen de surveillance pour la Méditerranée que le Maroc se trouve associé par sa frontière de Ceuta et Melilla (et les nombreuses îles partagées dans le détroit), effectuant ainsi la fonction de gendarme extérieur. Dès 1999, ce pays faisait-il est vrai déjà partie de la liste de ceux désignés comme prioritaires par l'Union Européenne afin d'élaborer des plans d'action visant à stopper les migrants (aux côtés de l'Albanie, de la Somalie ou de l'Afghanistan). Il a ainsi adopté en novembre 2003 une loi «relative à l'entrée et au séjour des étrangers au Maroc et à l'immigration et l'émigration irrégulières» créant notamment le délit d'émigration illégale (articles 50 à 52, prévoyant jusqu'à 20 ans de réclusion). C'est en échange de ce genre de lois et des camps qui s'en suivent que l'Union Européenne monnaie son «aide au développement» et sa «coopération», un marché que dispute la Libye au Maroc pour l'Afrique du Nord. Le programme de La Haye (novembre 2004) a entériné officiellement pour cinq ans ce lien étroit entre politiques (anti)migratoires et subventions en tout genre.

On notera aussi en passant que si l'absence de papiers en règle, pendant longtemps un simple délit administratif, était déjà devenu un délit pénal en soi pour les *immigrés* en Europe, les Etats comme le Maroc, sur le modèle de l'ancien bloc de l'Est, sont à présent en train de créer en Afrique le délit pénal d'émigration. Ils posent encore une fois clairement que les individus leur appartiennent (et pas le contraire), et qu'ils ne peuvent quitter leur territoire qu'en fonction de leur bon vouloir. Sur l'exemple marocain, la Mauritanie a ainsi signé un accord avec l'Espagne visant à construire en 2006 un camp militaire à Nouadhibou pour y enfermer les candidats à l'exil de son propre pays. Le Sénégal a conclu un accord identique...

En 2004, les sources officielles parlaient de 55 000 escalades individuelles ou à petits groupes des seuls grillages de Melilla. Si ces chiffres marocains sont certainement gonflés en vue de montrer l'efficacité de la police locale et surtout de faire pression sur les subventions européennes en agitant sans cesse de

nouveaux besoins de financement, ils témoignent cependant d'un mouvement réel qui était déjà loin d'être négligeable. Cette année 2004 a en effet vu une accélération du rapprochement hispano-marocain, pays en froid depuis le conflit autour de l'îlot de Leila-Perejil en juillet 2002 : accords sur le rapatriement des exilés subsahariens en février, première visite officielle à l'extérieur de Zapatero en avril, aide supplémentaire annoncée de 950 000 euros (s'ajoutant aux 70 millions promis) en octobre, extension du SIVE aux côtes marocaines près de sa frontière avec l'Algérie en janvier 2005, adhésion du Maroc à l'OIM (Organisation Internationale des Migrations, qui gère l'aide au retour) en février, signature de l'accord de pêche gelé depuis 2001 avec l'Union Européenne en juillet.

Une des contreparties sera bien sûr la politique marocaine contre les immigrés, et en particulier autour de Ceuta et Melilla.

RATISSAGES ET PRESSION POLICIÈRE

Ces villes offrent en effet un aspect singulier pour les exilés, qui est d'être bordées de montagnes et de forêts. Des campements informels vont donc s'organiser sur le mont Gourougou, dans la forêt de la ville Nador qui surplombe Melilla, comme dans celle de Ben Younech, au nord de Ceuta.

Du 12 au 14 janvier 2005, trois jours avant la visite du roi Juan Carlos, près de 1200 membres des forces de sécurité marocaines, aidés de 25 véhicules militaires et de 3 hélicoptères démantèlent les campements informels de Gourougou, et arrêtent des dizaines de migrants. En février, c'est la forêt de Bel Younech qui est encerclée et assiégée, la principale source d'eau à l'entrée de la forêt bloquée. En mai se produisent de nombreux ratissages aux alentours pour capturer des réfugiés affamés qui tentent les allers-retours de la forêt vers des villages distants d'une petite dizaine de kilomètres (comme Fnidq) pour s'approvisionner, quant ils ne poussent pas jusqu'à la décharge municipale de Nador. Le 5 juillet, c'est le campement lui-même qui est investi et ratissé.

Chassés vers les montagnes escarpées, cachés dans des grottes ou des trous aménagés, réfugiés dans les agglomérations proches, une partie des migrants commence à se réorganiser du côté de Melilla et, le 29 août à partir du mont Gourougou, près de 300 d'entre eux tentent l'assaut des grillages. Ils sont repoussés à coups de balles en caoutchouc. Un petit groupe, encerclé par la guardia civil, fait l'objet d'un acharnement particulier dans le tabassage, provoquant des blessés graves et un mort (un Camerounais décédé suite à une hémorragie du foie). Malgré l'échec collectif, d'autres tentatives suivront

pourtant du côté de Melilla, par petits groupes cette fois comme auparavant, notamment les 8 et 15 septembre. Tandis que plusieurs journaux locaux lancent une campagne raciste (*Le Matin* puis *Ashamal*, parlant de «ces gens-là» qui «polluent partout» ou de «criquets noirs» envahissant le pays), la police marocaine augmente la pression et procède à de grandes rafles : le 7 septembre dans le nord du pays puis le 27 septembre dans les quartiers populaires de Rabat, Casablanca, Tanger et Fès (1 100 arrestations).

DE L'AUTO-ORGANISATION...

Au-delà de ces vastes opérations qui se sont de toute façon limitées techniquement et temporellement, l'approche de l'hiver, la pression des descentes de police en ville comme dans les bois et une bonne dose de rage vont pousser non seulement à regagner rapidement les forêts perdues au début de l'année, mais aussi à y préparer des vagues d'assaut qui seront cette fois massives et déterminées.

Selon les différents témoignages, l'auto-organisation se fait aussi bien par nationalités que par langues ou par réseaux de 10-15 personnes construits au fil d'un périple qui dure parfois depuis plusieurs années. De nombreux groupes se dotent de porte-parole ou chairman (pour les anglophones), qui regroupent les plus anciens selon l'ordre d'arrivée – certains ayant vécu plus d'un an dans la forêt. La coordination



entre groupes ou communautés concerne les divers aspects matériels des campements : toilettes collectives improvisées et déchets (pour éviter la multiplication des maladies et épidémies), autoconstruction d'habitats précaires collectifs nommés «ghettos», équipes de secouristes pour soigner les blessés qui rentrent tous les soirs des tentatives discrètes de passage (jambes cassées, coupures profondes des barbelés) ou les malades, aidés en cela par des contacts irréguliers avec quelque ONG pour se procurer de rares médicaments. Enfin, concernant les conflits, plusieurs témoignages indiquent soit la présence de «sages», soit celle de «casques bleus» internes, créés à partir de juin suite aux tensions internes grandissantes générées par la pression policière.

On l'a dit, les premières attaques massives commencent en août à Melilla à partir du mont Gourougou. C'est un échec, mais elles provoquent de nombreux allers-retours de Bel Younech (Ceuta) à Gourougou (Melilla), et enclenchent à la fois un processus de réflexion collective (réunions informelles et assemblées) qui déboucheront malgré tout sur la poursuite de ce mode opératoire, mais aussi vers une vaste coordination technique : fabrication de nombreuses échelles artisanales de bois et de caoutchouc allant jusqu'à 10 mètres de hauteur, approvisionnements en gants ou substituts pour des centaines de personnes, choix d'un emplacement sur une bande de grillage qui fera jusqu'à 50 mètres de large en fonction de sa hauteur et de sa surveillance, organisation de groupes d'assauts et appel aux migrants des autres zones éloignées de la forêt. Des récits parlent aussi d'autres thèmes de débat abordés pendant les deux jours à Bel Younech comme la participation des femmes, qui aura finalement lieu, ou l'opposition entre certains chairman, certainement plus désireux de conserver leur petit pouvoir que de voir la forêt se vider en une sorte de tout pour le tout. Ces recompositions internes vont donc aussi voir l'apparition d'individus plus décidés, pour lesquels la liberté hors du piège marocain et le rêve de l'eldorado européen seront plus forts que les fragiles médiations établies pour gérer la survie quotidienne. Ce sont eux qui mèneront les groupes d'assaillants et seront les premiers à entendre siffler les balles de la guardia civil.



... AUX ATTAQUES MASSIVES

Un mois après l'échec de la tentative de passage de 300 personnes à Melilla le 28 août 2005, ce sont près de 800 migrants qui cette fois se lancent dans un assaut en deux temps la nuit du 27 au 28 septembre. Près de 300 personnes parviennent à passer. Cette attaque victorieuse va donner des ailes à ceux de Ceuta, et forcer la décision collective.

La veille de l'ouverture du Sommet hispano-marocain à Séville, comme un pied de nez aux puissants qui eux sont bien capables de défendre leurs intérêts, en cette nuit du 28 au 29 septembre aux alentours de 23h, ce sont donc près de 500 migrants de la forêt de Bel Younech qui préparent leurs affaires. A 1h, ils partent en file indienne en direction de Ceuta. Arrivés devant les grillages vers 3h, là où justement il n'est encore haut que de trois mètres, le premier des cinq groupes lance les échelles et tout le monde suit. Les militaires marocains, alertés par les chiens, tirent à vue avec leurs fusils. Ils feront immédiatement deux morts et de nombreux blessés. Sous la lumière aveuglante des spots qui éclairent l'enclos, le deuxième groupe s'élance à son tour et attaque les grilles, puis les rouleaux de barbelés, mais ils sont déjà attendus par les gardes qui les cueillent en bas et commencent à les matraquer. Les réfugiés des deux groupes courent dans l'étroit boyau entre les deux clôtures, cherchant un passage vers Ceuta sans avoir à faire une nouvelle escalade et être tirés comme des lapins par les espagnols. La guardia civil obstrue rapidement les portes du second grillage avec ses véhicules. Ils tirent des gaz lacrymogènes mais aussi des balles en caoutchouc sur ceux qui y grimpent, tuant trois autres personnes sans toutefois empêcher la masse de passer. D'autres militaires espagnols sortent carrément du côté marocain et tirent dans le tas pour dissuader les hésitants des trois derniers groupes. Près de 225 personnes sont entrées dans Ceuta. Elles seront encerclées et s'asseoiront dans un coin contre la promesse de les conduire en ville (où elles pourront déposer une demande d'asile). Les forces anti-émeutes arrivent vers 4h du matin et tous les exilés sont durement tabassés puis directement remis aux autorités marocaines.

Face à ces attaques qui font du bruit et aux cinq morts qui gâchent un sommet qui avait pour but d'afficher la réussite des efforts conjoints des deux pays, des renforts sont aussitôt déployés à la frontière. Ils se montent à 1600 hommes côté marocain et 480 militaires espagnols, en plus des moyens techniques supplémentaires (comme 130 appareils de détection à infra-rouge). Tandis que les autorités marocaines multiplient les raffles, le secrétaire d'Etat espagnol à la Sécurité, Antonio Camacho déclare que «*si ces avalanches se poursuivent, cela sera très difficile d'y faire front et je n'écarte pas d'autres situations non voulues*», soit l'assassinat à bout portant de ceux qui viennent vendre leur force de travail à vil prix. Chacun sait pourtant qu'une fois enclenchée, aucune coercition n'est à même de briser aussi facilement une telle détermination collective, forgée au cours de mois de souffrances, de résistances et d'espoirs déçus. Et qu'il faudra y mettre le prix...

UNE SEMAINE PLEINE D'ESPOIRS

Malgré tout cet arsenal, moins d'une semaine après, 650 nouveaux migrants repartent à l'attaque de Melilla le 3 octobre, vers 5h du matin. Cette fois, c'est un grillage de six mètres de haut plus ses barbelés qui est escaladé avec les échelles artisanales. Près de 300 parviendront une nouvelle fois à pénétrer dans Melilla, mais le nombre de blessés (tailladés, matraqués, touchés par les projectiles ou les coups de crosse) est important : 135, dont 5 dans un état grave. Sept policiers et militaires ont aussi été blessés dans l'affrontement (l'un souffre d'un traumatisme crânien), souvent à coups de pierres, tandis qu'une portion de la clôture métallique a été abattue. En représailles, l'Etat marocain promet de creuser un fossé de 3 mètres de profondeur aux abords de Ceuta, qui n'aura donc connu qu'une nuit de folie collective, et y poursuit sans trêve sa chasse à l'homme : la forêt de Bel Younech est investie, les campements brûlés, les militaires sont postés tous les 100 mètres, les patrouilles de jeep incessantes. 130 migrants y seront arrêtés. Quant aux abords de Melilla, c'est une autre paire de manche, puisque la montagne Gourougou couvre les réfugiés...

Le 5 octobre, pour la cinquième fois en huit jours, une vague de 500 personnes divisée en deux groupes monte à l'attaque du dispositif militarisé de Melilla, profitant d'un des derniers endroits de grillage situé à «seulement» trois mètres de hauteur. La bataille est rude, mais près de 65 migrants réussissent à franchir le double obstacle, tous dans un état pitoyable. Dans la mêlée, une jeep est retournée et un garde civil espagnol blessé dans l'opération. Deux nouvelles unités anti-émeutes de la Guardia civil sont aussitôt envoyées en renfort, tandis que Zapatero annonce la construction d'un troisième grillage, «ultrasophistiqué», «infranchissable» et... «inoffensif». Demandant l'aide de l'Union Européenne, il obtient une promesse de 40 millions d'euros pour le Maroc contre la réadmission par ce dernier de tous les illégaux passés par son territoire pour entrer en Espagne (en fait la même chose que les pays de l'espace Schengen appliquent déjà entre eux), selon un accord de 1992 rarement appliqué.

Le 6 octobre, une dernière vague massive tentera le passage en force de la frontière de Melilla à partir du point de Rostrogordo, vers 3h du matin. La presse parlera initialement de 1 500 personnes, chiffre improbable vu le contrôle intense de la zone de partance, les rafles à grande échelle (85 arrêtés la veille et 134 le jour précédent à Nador, près de Melilla) et toutes les arrestations lors des tentatives passées. Ils étaient probablement autour de 500, comme la fois précédente, qui déjà avait vu fondre, et à quel prix, le nombre de migrants réussissant à passer malgré

leur acharnement. Cette fois, personne ne passera et six exilés de plus seront assassinés par les forces de l'ordre (soit 17 à cette frontière depuis le début de l'été). Tout l'effectif marocain (gendarmerie et «forces auxiliaires» du ministère de l'Intérieur comprises) et espagnol attendait de pied ferme au bord les clôtures. Ce fut un massacre. Peu d'informations ont évidemment filtré sur cette dernière nuit tragique, et seul le nombre d'assassinés a fait quelques lignes. Juan José Imbronda, le gouverneur de Melilla, se contentera de déclarer sur une radio privée : *«Les forces marocaines ont collaboré, c'est ce que nous attendions»...*



DÉPORTATIONS DE MASSE

L'Espagne a rapidement organisé la déportation vers le Maroc de toutes celles et ceux qui avaient franchi cette frontière terrestre si symbolique (la plupart des sans-papiers arrive en effet en Europe par les ports et les aéroports), via Malaga ou Algeiras, à l'exception d'un groupe de 140 personnes. Beaucoup ont ensuite été convoyés vers Oujda, à la frontière algérienne, par l'Office des Migrations Internationales et la Fédération internationale du Croissant Rouge, d'où ont décollé plusieurs charters : six avions de 140 expulsés vers le Sénégal du 10 au 12 octobre sur *Royal Air Maroc*, un boeing 747 affrété spécialement pour 400 expulsés le 11 octobre vers le Mali, suivi d'un autre avion de 200 le lendemain. 2400 autres Africains (Congolais, Ivoiriens, Guinéens, Gambiens,...) ont été dès début octobre déportés par cars vers le Sahara Occidental, dans le désert frontalier avec la Mauritanie ou l'Algérie.

Le 9 octobre, un mini-scandale éclatera ainsi lorsque 500 d'entre eux, convoyés par treize autobus, seront retrouvés dans la zone de Bouarfa, après avoir été abandonnés plusieurs jours avant à la frontière algérienne dans le désert, sans eau ni vivres. Ils seront

ensuite détenus sur la base de Taouima et de Berden (près de Guelmim). Là, malgré ou peut-être à cause des conditions inhumaines infligées par les militaires, ils lutteront encore par une grève de la faim, demandant leur libération. Ce ne sera le cas qu'après un mois et demi de détention, tous expulsés vers le pays d'origine (Sénégal, Mali, Cameroun, Guinée, Gambie) ou vers les camps algériens. Et de la même façon, début décembre, l'Algérie procédera à des rafles massives et videra ces camps de réfugiés, comme celui de Maghnia (ville frontalière en face d'Oujda), en en déportant à son tour certains dans le désert, près de la frontière malienne.

TOUT CONTINUE...

Inutile de dire que faire reculer la frontière n'a rien changé, sinon le nombre de morts, vu l'accroissement des difficultés : les *pateras* partent désormais plus nombreuses de Mauritanie et du Sénégal vers les Iles Canaries que du Maroc, et dans ce dernier cas plus d'El Ayoune que de Ceuta. Quant aux migrants parvenus au Maroc et en attente d'un passage, ils ont de la même façon reculé de la forêt du mont Gourougou, près de Melilla, vers celle de Mariwari, près de Nador. Ce qui n'a pas bougé, ce sont en effet les lumières de la ville espagnole, qui continuent d'attirer les exilés malgré le renforcement du dispositif (le Maroc annonce 960 arrestations dans la zone pour les 5 premiers mois de 2008).

Ce dernier comprend en effet désormais un premier système de piquets mobiles pour empêcher les échelles de se poser, suivi d'un enchevêtrement de câbles et de filins de 6 et 12 mm qui se tendent avec le poids de la personne pour l'immobiliser. Le premier grillage dispose pour sa part d'un système d'alarme et surtout de diffuseurs de gaz lacrymogène au piment sous pression. L'alarme déclenche aussi de très puissants spots disposés tous les 125 mètres, le tout étant précédé de radars et de détecteurs de mouvement. Les tours de contrôle sont au nombre de 17 pour une dizaine de kilomètres à peine. Ce joujou technologique dénommé MIR (Muraille intelligente radicale), installé à partir de l'été 2006, a coûté la bagatelle de 20 millions d'euros, et laisse la sale besogne aux marocains, qui ont installé un poste militaire tous les 100 mètres d'où ils patrouillent mitrailleurs en main et chiens à l'appui, financés par les fonds européens.

Nous aurions pu en rester là, avec la domination qui reprend le dessus dans cet épisode de la guerre sociale, si une information récente n'était pas venue nous rappeler que l'histoire n'est pas un continuum temporel qui se déroule avec son passé révolu et son éternel présent, mais qu'elle avance par bonds. Ces luttes d'exilés à base d'auto-organisation, de solidarité et de courage auraient ainsi pu rester cloisonnées en ce début d'automne 2005. Et pourtant...

Les 21 et 22 juin 2008, deux nouvelles vagues de migrants d'Afrique subsaharienne ont à nouveau victorieusement forcé l'entrée de Melilla, réussissant à pénétrer dans l'enclave espagnole. Renouvelant l'attaque de juillet 2006 où c'est directement le poste frontière de Beni-Asnar (près de Nador) qui avait été visé, coûtant la vie à un assaillant, près de 70 d'entre eux ont affronté directement les gardes le 21 juin vers 4h30, munis de pierres et de bâtons. S'élançant en groupe compact, ils ont enfoncé les gardes marocains puis espagnols (en en blessant trois) et une cinquantaine est passée, déclenchant alors une vaste chasse à l'homme. Certains ont été retrouvés dans des arbres ou sous des voitures, tous ont été conduits en centre de rétention, prochaine étape vers une possible relaxe dans les rues du continent. Bien inspirés, d'autres, moins nombreux, ont réitéré l'opération le lendemain soir, 22 juin, profitant cette fois de la séance de tirs au but du quart de finale de l'Euro 2008 entre l'Espagne et l'Italie, à une heure plus avancée, vers 21h15, mais avec moins de réussite.

Ce nouvel épisode de fraîche date nous rappelle donc à point nommé que tant qu'existeront les États et leurs frontières, il n'y aura pas de mur assez solide, fut-il technologisé à outrance, qui pourra contenir la rage et l'espoir des dominés en quête d'une vie meilleure. Il y aura toujours des forêts et des montagnes d'où partiront les assauts contre ce monde de mort. Des confins des déserts au cœur des métropoles.

Un sans-patrie

BEAU COMME DES CENTRES DE RÉTENTION QUI FLAMBENT

AUSTRALIE

L'Australie a connu du 27 au 30 décembre 2002 une vague d'émeutes et d'incendies qui ont ravagé cinq de ses sept centres de rétention. Si ce pays, comme beaucoup d'autres, possède une solide tradition de camps (des délinquants anglais déportés pour coloniser l'île-continent aux aborigènes jusque dans les années 60, en passant par les prisonniers allemands fournis par les Etats-Unis pendant la guerre), il offre la particularité d'incarcérer pendant des années les immigrants dans d'immenses centres de rétention jusqu'à la décision concernant leur cas - souvent des demandes d'asile.

Les camps de rétention

C'est le gouvernement travailliste qui a décidé en 1992 d'incarcérer dans des camps de rétention l'ensemble des demandeurs d'asile débarquant sans papiers. Près de 3000 personnes y végètent actuellement, dont environ 600 mineurs. Les réfugiés proviennent pour un tiers d'Afghanistan puis d'Irak et du Moyen-Orient, le reste étant originaire d'Asie. Depuis septembre 1997, leur gestion a été confiée à un groupe privé, l'Australasian Correctional Management (ACM), une filiale du groupe américain Wackenhut qui possède déjà 55 prisons dans sept pays. Bien entendu, ses employés ont tout loisir d'exercer leur cruauté avec la bénédiction de l'état australien. Cette firme a été absorbée en mai 2002 par le plus grand groupe mondial de sécurité privé, Group 4 Falck. Ce dernier gère notamment les centres de rétention en Angleterre, dont celui de Yarl's Wood (nord de Londres) qui a brûlé en février 2002 suite à une révolte. Il possède aussi la prison australienne de Port Philip (à Melbourne) où il est régulièrement mis en cause pour le taux de «suicide» élevé des prisonniers. Depuis le 23 décembre 2002, il a remporté le marché des camps de rétention de ce pays pour un montant de 100 millions d'euros par an, en offrant

des prix encore inférieurs à ceux d'ACM. Le ministre de l'immigration, Philip Ruddock, a même tenu à préciser que Group 4 serait payé en fonction de son rendement «en termes d'émeutes et d'évasions».

Car dans cette situation de délais insupportables sans perspective, de conditions concentrationnaires (des tentes dans le désert comme à Woomera, entourées de barbelés électrifiés et blindées de matons-vigiles et de caméras), tortures, soins médicaux défailants (comme ce témoignage d'un réfugié qui est resté quinze jours avec une jambe cassée avant d'être soigné), les révoltes se multiplient. En juin 2000, près de 700 réfugiés s'évadent des camps de Woomera, Curtin et Port Hedland puis se rendent dans les centres-villes pour protester contre leurs conditions. Suite à des manifestations depuis le 25 août devant le camp de Woomera, certains se révoltent, jettent des pierres contre les matons, incendient des bâtiments (réfectoire, école, nettoyage, «détente») dont celui de l'administration. *«Le 28 août, ils utilisaient les piquets de construction d'une seconde clôture comme des lances contre les matons tout en essayant de s'échapper à travers les trous dans la clôture»*. En août 2000, des Chinois (principalement) fomentent une émeute qui blesse treize matons et cause des millions d'euros de dégâts en détruisant notamment trois bâtiments. En janvier 2001, près de 180 réfugiés, pour la plupart du Moyen-Orient, attaquent les matons avec des briques et des barres de fer et prennent le contrôle du camp avant que la police intervienne. Le 27 février 2001, 40 réfugiés s'attaquent aux matons pour protester contre l'expulsion de trois des leurs vers le Moyen-Orient. Le 3 avril 2001, 200 réfugiés du camp de Curtin *«abattent des clôtures intérieures, font des trous dedans, allument des feux et incendient entièrement deux préfabriqués»* selon la police. En novembre 2001, nouvelle émeute à Woomera, trois bâtiments sont incendiés. Outre les tentatives d'évasion individuelles ou certaines immolations par le feu suite à un refus d'asile,

près de 350 réfugiés de Woomera entament une grève de la faim qui durera seize jours en janvier 2002 pour obtenir que le dossier des Afghans soit examiné et qu'ils ne soient plus renvoyés «chez eux» suite à la chute des Talibans. Cinquante d'entre eux s'étaient en plus cousus les lèvres et l'un d'eux s'était volontairement jeté dans les barbelés du haut d'un grillage. Le gouvernement a cédé, pour une fois seulement. Enfin, suite à des mobilisations en mars 2002 devant le camp de Woomera, l'attaque extérieure des clôtures et les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre a permis à 35 sans-papiers de s'évader (15 sont toujours dans la nature) ; une cinquantaine s'échappera aussi le 27 juin 2002.



Woomera, Australie, 20 décembre 2002

Face à tout cela, l'État n'est cependant pas resté inactif. Le 19 octobre 2001, un bateau sombre au large de l'Australie mais dans les eaux internationales, avec à son bord 424 personnes (dont 150 mères). Ce pays avait refusé l'accostage du Harapanindra et l'avait renvoyé vers l'Indonésie d'où il était parti. Des pêcheurs Indonésiens ne récupéreront que 45 survivants de ce rafiote de 19,5 mètres de long sur 4 de large, de nombreuses heures après. Un des responsables de la police fédérale australienne Mick Keelty a refusé de répondre à toute question d'une commission d'enquête sénatoriale bidon au nom de «l'intérêt public». Deux mois avant, en août 2001, le gouvernement australien l'avait joué plus finement : après avoir empêché le cargo norvégien Tampa d'accoster sur les côtes australiennes de l'île Christmas avec 460 Afghans à son bord, il les a déportés vers le micro-état de Nauru (où ils poirotent toujours). Un premier groupe de 800 et un second de 400 demandeurs d'asile les ont ensuite rejoints dans cette déportation. C'est depuis cette date que la marine de guerre australienne empêche les bateaux de réfugiés de s'approcher, avec comme conséquence immédiate l'assassinat des centaines de personnes du Harapanindra deux mois après. Aujourd'hui, près de 2200 réfugiés (afghans, sri-lankais et irakiens) végètent dans des camps

sur l'île de Nauru (12 000 habitants sur 12 km²), l'Alcatraz australien. Ce micro-pays s'est enrichi entre 1919 et 1968 par l'exploitation de mines de phosphore et, désormais à cours de ressources (sans terre cultivable mais paradis fiscal), a volontiers accepté le deal de son voisin : l'époungement de sa dette (déjà 18 millions d'euros et d'autres à suivre avec la construction de nouveaux camps) et tous frais payés pour le fonctionnement des camps. L'Australie a déjà versé 29 millions d'euros aux gouvernements de Papouasie-Nouvelle-Guinée (autre état qui a déjà accepté 1000 réfugiés dans des camps australiens) et de Nauru pour installer ses camps. Son budget total s'élève à 170 millions d'euros et 120 sont prévus chaque année pendant au moins cinq ans. Les îles de Kiribati, Palau et les Iles Cocos sont en pourparlers après le refus de Fidji. La marine australienne emploie désormais cinq navires de guerre et quatre avions de reconnaissance uniquement pour chasser les bateaux de sans-papiers, en plus de ses garde-côtes. Enfin, les travaillistes et les conservateurs unis ont durci les lois sur l'immigration en septembre 2001, autorisant la marine à remorquer de force les bateaux ancrés dans ses eaux territoriales, instituant un visa de résidence renouvelable tous les trois ans pour les immigrés entrés clandestinement (supprimant l'espoir d'obtenir un permis de résidence définitif) et interdisant le regroupement familial. Cette nouvelle loi, la déportation à Nauru et la chasse du Harapanindra au prix de 353 assassinés ont subsidiairement permis au premier ministre John Howard d'être réélu pour un troisième mandat le 10 novembre 2001. Le 11 septembre 2001 ou l'attentat de Bali le 12 octobre 2002 (192 morts dont 88 Australiens dans une boîte de nuit) n'ont ainsi que peu modifié la donne dans la continuité raciste de l'état australien. A une exception près : le gouvernement accuse maintenant en plus les camps d'«héberger» des terroristes et a lancé une campagne anti-«terroriste» de trois mois le 29 décembre 2002.

Les belles émeutes de décembre

Le climat était donc à son comble lorsque cinq des sept camps se sont embrasés, lorsque les prisonniers ont décidé une nouvelle fois de prendre leur destin en main. Le vendredi 27 décembre, un premier incendie se déclenche au camp de Baxter, détruisant trois chambres et un bloc sanitaire du bâtiment Red 1. Les réfugiés sont transférés dans le bâtiment Red 2. Le camp de Baxter, situé à proximité de la ville de Port Augusta dans le sud de l'Australie, est en projet depuis le 23 août 2001 et sa construction a été achevée un an plus tard. Bâti dans l'enceinte d'un terrain militaire, il est de type prison de haute sécurité, avec barbelés électrifiés, vidéosurveillance 24h/24, mitard (où on peut rester menotté avec un bandeau sur les yeux), tabassages

et règlement intérieur blindé : demande écrite pour circuler à l'intérieur du camp, politesse obligatoire, etc. «Depuis que l'on a comparé Woomera à un enfer, il n'y a plus de termes pour qualifier Baxter», selon un prisonnier. Le samedi 28 au soir, ce sont trois nouveaux feux allumés à partir des literies, du mobilier et des rideaux des bâtiments Red 2 qui embrasent le centre, détruisant cette fois partiellement le camp, 64 des 79 chambres (17 des 19 bâtiments) sont détruites ou endommagées. Le lendemain, un dernier incendie qui démarre à partir du réfectoire du quartier White 2 (où sont regroupés les détenus) tente d'achever le travail, 17 nouvelles chambres partent en fumée. Ce camp dernier-cri à peine construit pour une somme de 22,3 millions d'euros, subit là une première critique pratique pour le moins radicale de la part de ses 215 détenus (55 sont plus précisément accusés, ceux dont la demande de visa a été rejetée après appel) qui le rendent en grande partie inutilisable. 11 réfugiés et deux matons ont reçu des soins suite à l'inhalation de fumées toxiques, les premiers ayant été parfois obligés de demeurer à l'intérieur des bâtiments en feu par des gardes en tenue anti-émeute. La première réaction pleine de bon sens récupérateur est venue du directeur du bureau du développement local de Port Augusta, Andrew Eastick : *«Bon, il y aura clairement des retombées économiques même s'il est tragique que nous pensions en ces termes. Mais il y a évidemment un travail de reconstruction et de déblaiement qui doit être fait, et la majeure partie de ce travail échouera à des entreprises et des gens du coin».*

Le camp de Port Hedland (à l'ouest de l'Australie) est construit sur la base de bâtiments qui ont accueilli les célibataires des industries minières dans les années 60, à l'intérieur d'un quartier résidentiel. Il est devenu un camp de rétention en 1991, notamment à cause de la proximité d'un aéroport international permettant facilement les déportations. Le dispositif de sécurité a été considérablement renforcé en 2001 et le camp comptait 146 personnes réparties dans les 11 blocs au moment de l'émeute. Celle-ci débute dans la nuit du dimanche au lundi 30 décembre, suivant celle de Baxter. Le feu détruit un camion de pompiers, un énorme entrepôt (après effraction) et l'un des blocs d'habitation. Plusieurs maisons du voisinage ont dû être évacuées à cause de la fumée, deux matons soignés pour les mêmes raisons. 20 réfugiés sont spécifiquement sur la sellette. La moitié des 16 cellules du poste de police de South Hedland ont immédiatement été réservées par ACM (la boîte privée qui gère les camps), en attendant les premières enquêtes. En termes financiers, les dégâts sont plus importants qu'à Baxter (environ 1,7 millions d'euros).

Le troisième camp à s'embraser, après celui de haute sécurité de Baxter et celui qui sert de sas avant la déportation, Port Hedland, est Woomera (sud de

l'Australie). Selon le ministère de l'immigration, les émeutes dans les camps de rétention avaient déjà causé près de 2,8 millions d'euros de dégâts au cours des 18 derniers mois, dont les $\frac{3}{4}$ sont attribués à celles de Woomera. Construit en plein désert à 500 km d'Adelaïde à la fin des années 50 pour abriter les travailleurs qui ont construit un complexe de bureaux, ce site est devenu un camp en novembre 1999, continuellement agrandi et avec des dispositifs de sécurité en constante augmentation. Deux premiers feux sont allumés le dimanche 29 décembre au matin dans le bloc sanitaire (5 bâtiments abritant les toilettes sont réduits en cendres). Le lendemain soir, ce sont deux quartiers d'habitation (37 bâtiments) et deux réfectoires qui sont incendiés et partiellement ou totalement détruits. Les pompiers mettent plus de quatre heures à les éteindre. Les 130 réfugiés, principalement du Moyen-Orient et d'Afghanistan, doivent être évacués vers un autre quartier inutilisé. Les dégâts sont encore supérieurs aux précédents, montant à 1,95 millions d'euros. 7 hommes sont immédiatement transférés en prison. Une vaste perquisition est menée dans le camp, pendant que les réfugiés passent deux jours assis et menottés sur le terrain de basket, sous le soleil brûlant de l'été et sans eau, de 10 heures du matin à 9 heures du soir. Les trois familles du camp sont transférées à Baxter alors que les autres, célibataires, subissent des pressions pour signer leur accord en vue d'une expulsion vers l'Iran ou l'Afghanistan (la plupart ont épuisé leurs recours, le tribunal ayant par exemple rejeté, au cours de sa session 2001-2002, 62 % des appels pour les Afghans et 87 % pour les Irakiens). Le téléphone a été coupé, les prisonniers interdits de courrier et sans possibilité de cantiner.

Le lundi 30 décembre, un soulèvement a lieu dans le camp de Perth. Un maton est blessé au visage. Au départ, la police a tenté de s'emparer de deux réfugiés qui devaient être conduits à l'aéroport pour y être déportés. Leur rébellion a provoqué la solidarité d'une quinzaine d'autres, ce qui a nécessité l'intervention de la police anti-émeutes. 4 personnes sont désormais accusées d'agression et de rébellion (à leur arrestation) et incarcérées.

Ce même jour, c'est un quatrième camp (après Baxter, Port Hedland, Woomera) de rétention qui prend feu. Le camp de Christmas Island est situé au large de l'Australie, à 2400 km à l'ouest de Darwin, et à 550 km au sud de l'Indonésie dans l'océan indien. C'est un bagne isolé où sont directement transférés les boat-people des bateaux arraisonnés dans les eaux australiennes (les autres sont repoussés par la marine de guerre australienne avant même de les atteindre). La quarantaine (?) de prisonniers mettent le feu en deux endroits, dont le réfectoire, et

prennent le contrôle du camp, armés de piquets de tentes et de tuyaux. Les pompiers doivent donc dans un premier temps rester à l'extérieur, tandis que les anti-émeutes affrontent les réfugiés. « Nous savons qu'aucun revolver n'a certainement pas été utilisé » a déclaré Jenny Hoskin, porte-parole du ministère de l'immigration, ce qui augure tout même de la vigueur de l'affrontement. Après le rejet de leurs demandes de visa, les boat-people avaient déjà enflammé une première fois un bloc d'habitations et le hall du réfectoire le 7 décembre dernier. Très peu d'informations ont filtré dans la presse australienne sur la révolte dans cette île.



Yarl's Wood, Angleterre, 15 février 2002

La dernière émeute, la plus violente aussi peut-être de ce week-end, s'est produite dans le camp de Villawood situé à Sydney. Ce camp comporte la particularité d'incarcérer les personnes dont le visa a expiré, celles qui ne remplissent plus les conditions (en dehors du quota fixé par emploi et nationalité, condamnation, travail au noir) et celles qui ont été interceptées dans les aéroports et les ports. Les réfugiés sont tous en attente d'expulsion, le nombre officiel étant de 513 (393 hommes, 88 femmes, 32 enfants). Les dégâts ont été moins importants que dans les autres, 280 000 euros, mais la révolte plus offensive : après avoir allumé six feux autour d'équipements surveillés dans la nuit du 31 décembre vers 10h30, 35 détenus ont tenté de s'évader en volant un véhicule de matons pour s'en servir comme bélier. Ils auraient été stoppés par un véhicule de police bloquant les portes. Ils ont également attaqué les matons avec des barres de fer. Selon un porte-parole du camp, « environ 60 à 80 «détenus» ont également mené une émeute dans une autre partie de Villawood ». De nombreux dortoirs et un bloc consacré aux loisirs (sport ?) ont été détruits, les feux n'ont pu être éteints que trois heures après. 15 prisonniers ont ensuite été incarcérés dans les prisons de haute sécurité de Silverwater et Parklea (Sydney) pour émeute et tentative d'évasion. Leur nationalité montre notamment que la révolte peut dépasser les fausses divisions d'origine : Chine, Vietnam,

Espagne, Turquie, Jordanie, Angleterre.

Le total des dégâts causés par les émeutes dans tous les camps est désormais estimé à au moins 4,7 millions d'euros.

ANGLETERRE

L'émeute qui a rasé la moitié du plus grand centre de rétention d'Angleterre, Yarl's Wood, le 15 février 2002 est devenue le symbole des révoltes dans ce pays. On notera cependant que d'autres révoltes lors de transferts ou par la grève de la faim, comme à

Rochester de janvier à mars 1997, ont accompagné la mise en place des camps. Car contrairement à sa réputation, l'Angleterre n'a rien d'un havre de paix pour les immigrants sans-papiers. En juin 2001, il y avait 688 détenus dans les 10 centres de rétention et 1 142 sans-papiers dans les prisons, la grande majorité sur simple demande de la police de l'immigration. Certains attendent là le résultat de leur appel contre le refus d'une demande d'asile. Il s'agit en général de sections spéciales des prisons. Suite au scandale de sans-papiers incarcérés pour ce seul fait, de nouveaux centres de rétention ont été construits... et des quartiers de

prisons transformés en centres. En mai 2002, il y avait en tout près de 3 500 places, soit un nombre de retenus facilement supérieur.

Le transfert d'un centre de rétention à la prison est souvent une mesure disciplinaire, et trois quarts des retenus ne sont pas en situation irrégulière mais demandeurs d'asile, dont une centaine incarcérés depuis plus d'un an en septembre 2000. Les demandeurs d'asile qui ne sont pas en prison sont assignés à résidence, de préférence dans un coin perdu. Ils doivent pointer périodiquement dans un *enforcement center*, où on en profite pour les fouiller. Ils n'ont pas le droit de travailler et, pour mieux les tenir, la misérable allocation qui leur est versée se fait presque exclusivement sous forme de bons valables uniquement dans certains magasins, sans rendu de monnaie. La grande bénéficiaire de cette méthode est la Sodexo française, qui émet les bons.

Un centre flambant neuf

Le centre de Yarl's Wood, géré par le groupe privé Group 4 Falck a ouvert le 19 novembre 2001 dans le Bedfordshire, avec 900 places, en faisant le deuxième plus grand d'Angleterre. Dès le 10 décembre, il y a eu une série de grèves de la faim et de refus de repas, et massivement à partir du 18 janvier 2002, contre les conditions inhumaines de détention et notam-

ment la pratique de menotter les retenus à tout bout de champ (comme lors des transferts à l'hôpital). Le 14 février, des gardiens menottent une femme de 55 ans, malade depuis trois jours sans médicaments, et la traînent par terre pour l'emmener à l'hôpital. Un groupe de retenus s'interpose, la protestation s'étend en un éclair et 200 retenus montent sur le toit (sur 383 de compte le centre à ce moment-là). Un incendie est allumé vers 20h dans le hall de réception, suivi de deux autres dans les ailes D (hommes) et C (mixte), qui brûlera la moitié du centre, pendant que se produiront de durs affrontements entre retenus et gardiens jusqu'à 7 heures du matin. Deux d'entre eux sont attaqués et leurs clés dérobées, quatre autres enfermés de force dans un bureau. Les détenus ont ensuite affronté les forces de police anti-émeute accourues au secours des gardiens privés, non sans penser à détruire les caméras de sécurité et la salle de contrôle high-tech qui contenait les enregistrements.

Les pompiers ont mis une heure à pénétrer dans le centre après leur arrivée, et de mauvaises langues prétendent qu'ils en ont été bien empêchés par quelques révoltés, le temps que le feu fasse son travail. Pendant ce temps, 20 prisonniers se sont échappés et seuls 8 ont été repris, malgré les deux hélicoptères et les chiens lancés dans les collines et les champs alentours pour les reprendre.

Suite à l'incendie, les retenus ont été transférés à Campsfield House (Oxford), le centre a été fermé, puis réouvert et agrandi. Quand le Group 4 Falck a lancé une campagne de recrutement pour compléter ses effectifs en vue de la réouverture, chacun de ses rendez-vous a été contesté par des manifestations. Quant au verdict contre les onze inculpés d'émeute et incendie, il est tombé le 15 août 2003 : sept acquittements, trois condamnés pour violences et un pour émeute. Ils ont pris près de 4 ans ferme chacun.

Un rapport officiel publié en novembre 2004 précisa que ce centre tout neuf avait été construit à la va-vite en même temps que deux autres, pour remplir les objectifs fixés de 30 000 expulsions par an. Cela explique selon lui la vitesse de propagation de l'incendie sur du matériel de mauvaise qualité et l'absence d'extincteurs, alors qu'il est incapable de voir que la privation de liberté et des conditions de détention particulièrement insupportables, vu son objectif de simple centre de transit confié à une boîte privée en vue d'expulsions massives, ont fait l'essentiel. Ainsi, la plupart des retenus étaient en attente d'expulsion, tous leurs recours ayant été épuisés, et une petite partie arrivait de prison, où ils avaient été en punition. Il confirme par ailleurs qu'un gardien a été gravement blessé en sautant du deuxième étage pour échapper aux émeutiers auxquels il voulait barrer l'accès aux ateliers. Enfin, les dégâts finaux sont estimés à 100

millions de Livres, soit les deux ailes incendiées et une partie des autres saccagées jusqu'aux toits.

Harmondsworth prend le relais

Mais les émeutes et incendies n'allaient pas s'arrêter en si bon chemin. Après Yarl's Wood en février 2002, c'est le centre de rétention de Harmondsworth qui allait faire parler de lui le 19 juillet 2004 puis le 29 novembre 2006.

Situé près de l'aéroport d'Heathrow (à l'ouest de Londres), ce centre de deux fois 550 places a ouvert en 2001 et était géré par l'entreprise privée Uk Detention Services (UKDS), en contrat pour huit ans avec le ministère de l'Intérieur, rebaptisée Kalix Ltd suite à la première révolte. En mai 2004, éclate une première grève de la faim collective de 220 retenus, protestant contre la longueur des procédures et les violences des gardes. Le 19 juillet vers 20h, un demandeur d'asile kosovar de 31 ans est retrouvé pendu, sa demande venant d'être rejetée et son expulsion programmée pour le lendemain (il y a eu 17 suicides officiels en centre de rétention de 2001 à 2006 et 185 auto-mutilations rien que pour les 10 premiers mois de 2006). La nouvelle se diffuse alors comme une traînée de poudre et un groupe de Jamaïcains refuse de réintégrer les cellules vers 23h. L'affrontement avec les gardiens tourne à leur avantage et ces derniers se retirent. La révolte s'étend alors rapidement et les insurgés commencent à mettre le feu et à détruire la structure. Une petite centaine continuera jusqu'à 9h du matin, lorsqu'ils seront défaits face à la police, aux matons et à leurs groupes spécialisés anti-émeutes (les «*tornado teams*»). Le camp de Harmondsworth sera en partie fermé suite aux dégâts structurels (22 millions de Livres) et nombre de détenus seront transférés.

Suite à cette révolte, les conditions de détention se rapprocheront encore un peu plus de celles d'une prison de haute sécurité. A titre d'exemple, et en plus des tabassages punitifs, les matons ont institué le rapport disciplinaire, nommé I.P. dans leur jargon, sachant que plus de deux rapports envoyaient directement au mitard (une heure de promenade par jour et isolement total sans affaires personnelles). Les retenus ont raconté comment des I.P. étaient bien entendu totalement arbitraires, comme le fait d'adresser la parole à un garde «de manière maléduquée» ou pour «non-coopération». Cet isolement qui va jusqu'à 45 jours avait été utilisé près de 129 fois à Harmondsworth rien que pour les six premiers mois de 2006. Un second facteur de l'explosion est liée au durcissement des conditions extérieures : en plus d'incarcérer les immigrés en attente de déportation ou en attente de révision de leur refus de permis de séjour, Harmondsworth a vu croître de façon exponentielle au cours des dix mois précédant la seconde révolte la quantité d'immigrés incarcérés suite à un

passage en prison. Le ministre de l'Intérieur John Reid avait en effet multiplié les dispositifs pour accélérer l'expulsion de tout étranger ayant commis un délit, y compris lorsqu'ils avaient la citoyenneté britannique depuis des années (soit un permis de résidence). Nombre de fils d'immigrés ayant grandi en Angleterre se sont retrouvés ainsi pris dans les filets de la double-peine.



Harmondsworth, Angleterre, 29 novembre 2006

Si les causes conjoncturelles liées à la révolte n'ont pas filtré, l'enfermement suffit à expliquer que du 28 au 29 novembre 2006, c'est l'ensemble du centre et ses quatre ailes qui ont été cette fois saccagés pendant 18 heures par les 484 retenus : sanitaires, murs, fenêtres, caméras de surveillance. Initiée vers 12h30, la révolte s'est amplifiée à partir de 23h30 lorsque le feu est venu remplir son office ravageur, aidé ensuite par l'inondation générale provoquée par les détecteurs anti-incendie. Se servant de couvertures, certains révoltés ont également composé le texte géant «SOS FREEDOM» (Sos, Liberté) dans la cour, qu'un hélicoptère de la télé Sky News a diffusé, provoquant immédiatement le black-out du coin, décrété «zone d'opération avec interdiction de survol». Enfin, une tentative de tractation a eu lieu pendant les affrontements dans l'aile C du centre : parlant au nom des autres, des retenus acceptaient l'expulsion immédiate des déboutés définitifs («plutôt déportés que prisonniers à temps indéterminé [jusqu'à 3 ans] dans un méandre juridique») en échange de la liberté conditionnelle pour tous les autres. Mais même ce réformisme revendicatif n'a suffi à éviter l'intervention des flics, pas plus qu'il n'a freiné la rage des autres (Jamaïcains, Iraniens, Irakiens, Kenyans, Nigériens,...), achevant la démolition entreprise deux ans auparavant. Les retenus ont été transférés, et les dégâts se montent à plusieurs millions de Livres.

Campsfield House en révolte

Le centre de rétention de Campsfield House, d'une capacité de 218 places pour des demandeurs d'asile en cours de procédure mais aussi en attente de déportation, est situé à Kidlington, dans le Oxfordshire. Ouvert en 1993, il est géré depuis septembre 2006 pour trois ans par l'entreprise américaine GEO, prenant la suite de Group 4.

Le 20 août 1997, une gigantesque émeute causait près de 100 000 Livres de dégâts au centre, pendant qu'une manifestation de solidarité se déroulait à l'extérieur. 13 retenus furent arrêtés et 9 renvoyés en procès pour saccage et incendie volontaire (un Libanais et trois Caribbéens ont été sortis de l'histoire, ne laissant que neuf Africains de l'ouest face à la justice, alors de toutes les nationalités étaient présentes pendant l'émeute). Incarcérés dans les prisons de Bullingdon et Reading, ils seront tous acquittés le 18 juin 1998.

Ces derniers temps, de nombreuses révoltes ont à nouveau perturbé la normalité de l'inhumanité carcérale, la remettant au centre de l'actualité.

En mars 2007, une émeute éclate vers 7h du matin, suivie d'un incendie, provoqués par l'expulsion «violente» d'un retenu. En juin 2004 déjà, une révolte similaire avait éclaté suite à l'expulsion d'un Algérien. Si les dégâts ne sont pas précisés, on relève neuf blessés, dont sept membres du personnel intoxiqués par les fumées.

En août 2007, lors d'un incendie volontaire, près de 26 demandeurs d'asile parviennent à s'évader (8 sont toujours dans la nature).

En décembre 2007, ce sont près de 120 retenus qui repartent en émeute lorsque les gardiens tentent d'extraire un des leurs de la cellule vers 5h30 en vue d'une expulsion. De brefs affrontements ont lieu, les installations électriques des couloirs sont détruites, tout comme les caméras de vidéosurveillance. Les toilettes sont bouchées et provoquent l'inondation désirée, en mettant une partie du centre hors service.

Le 14 juin 2008, un nouvel incendie est déclenché, nécessitant l'intervention de 10 camions de pompiers et d'un hélicoptère.

Le 18 juin 2008, c'est une évasion collective de sept retenus qui a lieu tôt le matin. Quatre sont rapidement repris (un blessé aux chevilles est hospitalisé, et un autre caché dans le jardin botanique d'Oxford repris), tandis que deux Palestiniens et un Afghan courent toujours.

FRANCE

Si l'incendie volontaire et simultané des deux ailes du centre de rétention de Vincennes (Paris) qui a conduit à sa destruction le 22 juin 2008 est encore dans les mémoires, cette révolte qui a suivi le décès la veille d'un retenu dans le centre n'est pas isolée ces dernières années.

Le 18 septembre 2006, sept retenus s'évadent du centre de rétention de Cornebarrieu (Toulouse-Blagnac). Cinq courent toujours.

En décembre 2006, grèves de la faim collectives dans les centres de rétention de Vincennes, de Lyon et de Marseille.

Le 24 janvier 2007, deux incendies éclatent dans chacun des bâtiments du centre de Vincennes, endommageant sérieusement l'un d'eux. Cinq retenus (malien, ivoirien, marocain et tunisien) sont accusés d'en être les auteurs.

Le 27 juillet 2007, un Kurde incendie une partie du centre du Mesnil Amelot (20 places sur 120) à partir de son matelas.

De décembre 2007 à avril 2008, de nombreux sans-papiers se mettent en grève de la faim et parfois s'affrontent aux flics dans les centres de rétention du Mesnil-Amelot, Vincennes, de Rennes et de Nantes.

Le 23 janvier 2008, des retenus mettent le feu à une chambre à Vincennes.

Le 27 janvier 2008, deux départs de feu nécessitent l'intervention des pompiers à Vincennes.

Le 12 février 2008, nouvelle mise à feu de deux chambres à Vincennes.

Le 16 mars 2008, cinq retenus s'évadent du centre de rétention du Canet (Marseille), deux Algériens, deux Tunisiens et un Marocain. Deux courent toujours.

Le 6 avril 2008, incendies de draps à Vincennes, projectiles contre la police et dégradations.

Dimanche 22 juin 2008 vers 14h45, plusieurs incendies sont allumés dans les deux bâtiments du centre de rétention de Vincennes. En quelques heures, les 280 places sont totalement détruites tandis que dehors se déroule un rassemblement. La veille, un retenu tunisien de 41 ans, Salem Essouli, y avait trouvé la mort, attendant de nombreuses heures avant d'être évacué vers l'hôpital.

Un retenu témoignera clairement de l'intérieur : *« Moi, pour "centre de rétention", je dis toujours "détention", et les flics n'aiment pas ça. Mais pour moi, nous sommes en prison, on n'est pas libres. La manière dont les gens sont expulsés, le fait même que les gens soient expulsés, quand tu penses à tout cela, tu es démoralisé. C'est ça qui a créé ce sentiment de révolte. Comment le*

feu est arrivé ? Comment ils ont fait ? Franchement, je ne veux même pas savoir. C'est la mort du monsieur qui a suscité toutes ces violences-là, légitimes ou pas. Mais quand même, les révoltes, ça arrive partout. Quand il y a quelque chose qui ne va pas, il y a des révoltes, même en ville, dans la vie courante, il y a toujours des révoltes et ça peut être avec des violences. Une révolte, c'est une révolte, d'une seule façon. »

Les retenus seront tabassés et parqués dans l'école de police attenante avant d'être évacués en bus ou TGV spécialement affrété vers les centres de Rouen-Oissel (22), Lille-Lesquin (54), Nîmes-Courbessac (100), Palaiseau (18), Mesnil-Amelot (10) et Paris-dépôt-Cité (40). Si quelques uns seront expulsés, la plupart seront libérés (93 retenus sur les 100 transférés à Nîmes par exemple), souvent débarqués au milieu de nulle part. Depuis, six sans-papiers sont incarcérés à Fleury ou Fresnes, accusés de « destruction de biens par l'effet d'incendie et violence à agent de la force publique ». Une campagne de solidarité a commencé en octobre. Le 10 novembre, c'est un nouveau centre de 60 places qui a été inauguré à Vincennes. Deux autres doivent suivre plus tard à côté du premier. Cette capacité moins importante a pour but évident de mieux contrôler les retenus, suivant en cela un rapport de la Cimade, l'organisation « humanitaire » religieuse qui cogère ces camps avec la police (un appel d'offre récent doit mettre son monopole en concurrence avec d'autres crapules).



Vincennes, France, 22 juin 2008

Dimanche 20 juillet vers 18h30, c'est un Turc de 44 ans, expulsable depuis la veille, qui met le feu au centre de rétention administrative de Nantes à partir de sa cellule. Le centre est obligé de fermer provisoirement et, le lendemain, les sept autres retenus sont transférés au centre de Rennes-Saint-Jacques-de-la-Lande après une nuit en garde-à-vue. Le 2 octobre, l'unique accusé sera condamné à 3 mois ferme.

Samedi 2 août, c'est au tour du centre de Mesnil Amelot, situé derrière l'aéroport de Roissy, de faire l'objet d'une tentative d'incendie. Deux chambres brûlent tandis que se déroulent des affrontements dans les bâtiments 1 et 4 aux cris de « Liberté », sans que le feu ne parvienne toutefois à consumer l'ensemble de la structure. Selon le témoignage d'un retenu : *« Nous n'avons fait que crier avec les manifestants présents à l'extérieur. Alors, les policiers nous ont demandé d'arrêter et ont voulu nous faire rentrer sur le terrain de foot. Nous avons refusé, puis un incendie a éclaté. Les policiers ont alors insisté violemment, jusqu'à nous gazer et tabasser l'un des jeunes émeutiers ».*

Ce qui est sûr, comme le proclame une affiche qui a commencé à circuler en novembre sur les murs de plusieurs villes, *« c'est que l'enfermement est une raison suffisante en soi pour se rebeller contre les geôliers et leurs murs barbelés. Ce qui est certain, c'est que tout individu qui a encore le goût de la liberté et la rage au cœur ne peut que se reconnaître dans ces révoltes dévastatrices. »*

BELGIQUE

Fin juillet 1998, 31 personnes s'évadent du centre lors d'un rassemblement organisés par l'ancien Collectif Contre les Expulsions. Des manifestants avaient cisailé le grillage, tandis que les prisonniers se sont affrontés aux gardiens et ont cassé des vitres pour s'évader. 7 personnes sont reprises lors de la chasse à l'homme, les autres sont toujours hors des griffes des chiens de la démocratie. Cet évènement a fait monter définitivement la tension dans et autour des centres fermés.

En septembre 1998, Semira Adamu est assassinée lors d'une tentative de déportation, asphyxiée par deux policiers sur l'avion. Suite à des appels d'aller manifester devant le centre fermé 127bis de Steenokkerzeel, le gouvernement décide de vider le centre, c'est-à-dire de transférer les prisonniers considérés comme des complices ou des amis de Semira vers d'autres centres et de libérer les autres.

Ces deux faits marquent la première période d'agitation autour des centres fermés. A ce moment-là, les camps étaient beaucoup moins renforcés – les évasions étaient très nombreuses.

Avec la construction d'un nouveau centre fermé à Vottem, l'Etat choisit une autre direction : transformer les centres fermés en bastions sécurisés à l'égal des maisons d'arrêt. Tandis que dans la rue l'agitation descend et la lutte contre les centres commence à se transformer en une lutte pour la régularisation, l'Etat restructure les centres et leur gestion.

Dans les années de 2000 jusqu'à 2007, les émeutes et les évasions se font assez rares dans les centres. A l'extérieur, une coordination nationale des sans-papiers (l'UDEP) et leurs souteneurs essaient surtout de se construire une certaine crédibilité politique auprès de l'Etat pour obtenir des régularisations – il y a très peu d'attention pour ce qui se passe dans les centres.

A partir de 2007, la rage commence définitivement à montrer sa force dans les prisons belges. Les émeutes et incendies se succèdent et se répandent au fur et à mesure dans presque toutes les taules. Cette diffusion a certainement en partie été possible grâce aux transferts suite à des mouvements de rébellion de prisonniers considérés comme les meneurs. Ainsi, l'expérience de la révolte pouvait se répandre dans presque chaque taule de la démocratie belge.

Les mutineries dans les prisons ont affecté la situation dans les centres fermés de deux manières. D'abord, le fait que même dans les pires conditions de « contrôle » éclatent des mutineries (et pas une, mais surtout leur continuation dans le temps et dans l'espace) a fonctionné comme une sorte de flambeau. Même avec tous les barreaux, tous les gardiens, les cellules d'isolement, les tabassages, se révolter restait possible. La peur laissait la place à la conscience que la rébellion dépend surtout de sa propre détermination. Deuxièmement, des prisonniers sans-papiers qui ont participé aux mutineries dans les prisons sont ensuite transférés dans les centres pour attendre leur éventuelle déportation. Il est à noter que la durée de cette détention administrative dans les centres peut aller facilement jusqu'à 6 mois, parfois même plus. Ces prisonniers avaient déjà une expérience de révolte dans les taules où les moments d'être ensemble à quelques dizaines sont assez rares (en fait, seulement pendant les promenades et les quelques activités comme le sport) tandis que dans les centres fermés, les prisonniers (à part les punis) sont tout le temps ensemble. Dans tous les centres, ils sont groupés dans des dortoirs de plus de 20 personnes – ce qui rend une émeute collective beaucoup plus facile.

En janvier 2007, des prisonniers du centre fermé de Merksplas attaquent les gardiens et en blessent quelques uns. Au même moment, une mutinerie très vaste a eu lieu à l'autre côté, dans la prison de Merksplas lors de laquelle plusieurs ailes ont été détruites et deux pavillons ont été incendiés. Un mois plus tard, quelques dizaines de prisonniers dans le centre fermé de Vottem se mutinent et détruisent la salle à manger et la salle de « récréation » pendant qu'un rassemblement se déroule à l'extérieur du camp. Les manifestants gueulent leurs slogans et... rentrent à la maison. En mars et en avril, plus de 40 personnes

s'évadent des centres à différentes occasions. Tandis que la plupart des plans pour les évasions consistent à couper les barreaux et les grillages, cette fois-ci à Vottem, plusieurs prisonniers attaquent un gardien pour lui prendre ces clés et réussissent ainsi à s'évader. Le 25 avril 2007, une mutinerie éclate au centre fermé 127 bis à Steenokkerzeel. Le temps que la police intervienne, les révoltés avaient déjà détruit une bonne partie d'une aile, ce qui entraîne sa fermeture temporaire. Le 9 juin, les prisonniers du même centre s'affrontent aux gardiens pour empêcher la déportation d'un camarade. Les flics anti-émeute doivent charger plusieurs fois pour réussir à repousser les émeutiers vers les dortoirs. A la fin, ils réussissent à déporter la personne en question. Le 30 juillet 2007, une explosion dans une cabine d'électricité à côté du centre fermé de Merksplas coupe le courant dans ce camp. Quelques heures plus tard, des prisonniers refusent de quitter le préau. Quand la police intervient, les prisonniers sont repoussés vers les dortoirs. Le 29 septembre, suite au mort d'un prisonnier de 22 ans, une mutinerie éclate dans le 127 bis. Le prisonnier avait fait plusieurs années de prison pour un hold-up. Trois jours après son transfert de la prison de Lantin au 127 bis, il a été retrouvé mort. L'Office des Etrangers prétend que sa mort est due à l'usage de drogues. Les mutinés détruisent la salle de séjour et le sanitaire. Lors de l'intervention de la police, les mutinés résistent en s'engageant dans des affrontements qui durent plusieurs heures. Pendant toutes ces émeutes, le mouvement « formel » des sans-papiers et leurs souteneurs à l'extérieur ne bouge qu'à propos des régularisations... En octobre et novembre 2007, la police perquisitionne les centres de Vottem, Steenokkerzeel et Merksplas sur demande des gardiens qui ont peur que les prisonniers aient confectionné des armes ou préparent des évasions. La police retrouve effectivement des couteaux artisanaux, des scies, des pinces,... En 2007, au moins 80 personnes se sont fait la belle des cinq centres fermés de Belgique, tandis que des dizaines de tentatives échouent.

Ce n'est que le 6 janvier 2008 qu'une nouvelle émeute éclate. Des dizaines de prisonniers dans le centre de Merksplas se rebellent pour empêcher la déportation d'un camarade, ce qui cause des dégâts estimés à plus de 40 000 euros. Trois gardiens sont envoyés à l'hôpital. Leur camarade est libéré une semaine plus tard. En février 2008 commencent des grèves de la faim dans plusieurs centres, avec plus de 150 grévistes. La grève n'aboutit à rien de « concret ».

Quand le 1 mai 2008, un prisonnier est retrouvé mort dans la cellule d'isolement du centre de Merksplas suite à une tentative ratée de déportation, quelques dizaines de prisonniers commencent à détruire tout ce qu'ils peuvent. Ils boutent aussi le feu à un dortoir. Onze prisonniers sont mis en isolement, un d'entre eux casse la cellule d'isolement le 10 mai avant d'être déporté.

Le 10 juillet, la police fait de nouveau une perquisition dans le centre 127 bis de Steenokkerzeel. Huit prisonniers sont cagoulés et transférés vers d'autres centres.

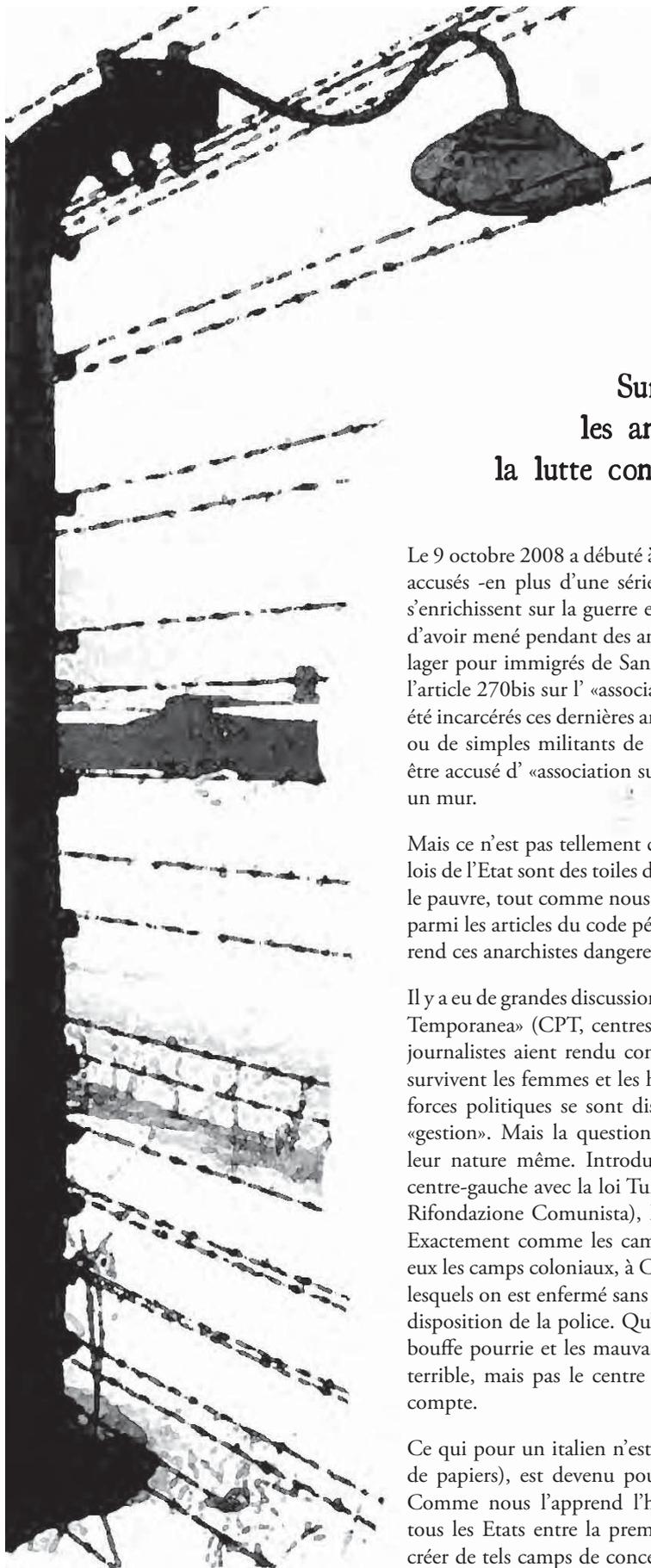


Steenokkerzeel 127bis, Belgique, 24 août 2008

Le 21 juillet, le jour de la Fête Nationale, deux prisonniers montent sur le toit du centre fermé de Merksplas tandis que dans le centre une mutinerie éclate. La police doit charger plusieurs fois pour repousser les mutinés, qui détruisent beaucoup de vitres et de mobilier.

Le 24 août, des prisonniers mettent le feu à plus de 8 endroits dans le centre de Steenokkerzeel, peu après minuit. La nuit retarde l'intervention de la police et des pompiers. Deux des trois ailes sont évacuées et brûlent entièrement. Un prisonnier réussit à s'évader. L'incendie réduit la capacité du centre à moins de 30 %. Une partie des détenus est alors transférée tandis que l'autre est libérée en toute discrétion parce qu'il n'y avait simplement plus de place.

1. En 2004, le danois Group 4 Falck a fusionné avec le britannique Securitor, donnant naissance à Groupe 4 Securicor (GAS). Début 2008, c'était derrière Securitas le deuxième opérateur de sécurité privée en France.



A CEUX QUI NE SONT PAS RESTÉS AU CHAUD PENDANT LA TEMPÊTE

Sur le procès contre les anarchistes de Lecce et la lutte contre les centres de rétention

Le 9 octobre 2008 a débuté à Lecce le procès d'appel contre douze anarchistes accusés -en plus d'une série d'actions contre certaines multinationales qui s'enrichissent sur la guerre et le génocide des populations du Sud- du crime d'avoir mené pendant des années une lutte constante et déterminée contre le lager pour immigrés de San Foca (1). La base du procès est encore une fois l'article 270bis sur l' «association subversive à but terroriste», avec lequel ont été incarcérés ces dernières années des dizaines de révolutionnaires, de rebelles ou de simples militants de gauche, sans le moindre début de preuve. Pour être accusé d' «association subversive», il suffit désormais d'un simple tag sur un mur.

Mais ce n'est pas tellement cela que nous tenons à dire. Nous savons que les lois de l'Etat sont des toiles d'araignée pour le riche et des chaînes d'acier pour le pauvre, tout comme nous n'avons jamais cherché le sens de ce qui est juste parmi les articles du code pénal. Ce qui nous intéresse de souligner est ce qui rend ces anarchistes dangereux et ce qu'il y a d'universel dans leur lutte.

Il y a eu de grandes discussions ces derniers mois sur les «Centri di Permanenza Temporanea» (CPT, centres de rétention). Après que certains reportages de journalistes aient rendu compte des conditions inhumaines dans lesquelles survivent les femmes et les hommes internés dans ces structures, les diverses forces politiques se sont disputées à propos des responsabilités d'une telle «gestion». Mais la question n'est pas comment ils sont gérés, mais plutôt leur nature même. Introduits en Italie en 1998 par le gouvernement de centre-gauche avec la loi Turco-Napolitano (votée également par les Verts et Rifondazione Comunista), les CPT sont sous tous leurs aspects des lagers. Exactement comme les camps de concentration fascistes et nazis (et avant eux les camps coloniaux, à Cuba ou en Afrique du Sud), il s'agit de lieux dans lesquels on est enfermé sans n'avoir commis aucun délit et retenu à complète disposition de la police. Qu'à l'intérieur les conditions soient désespérées, la bouffe pourrie et les mauvais traitements constants en est une conséquence terrible, mais pas le centre du problème. Il suffit de peu pour s'en rendre compte.

Ce qui pour un italien n'est qu'un simple «délit administratif» (ne pas avoir de papiers), est devenu pour un étranger un délit passible d'internement. Comme nous l'apprend l'histoire -il suffit de penser aux lois racistes de tous les Etats entre la première et la deuxième guerre mondiale-, avant de créer de tels camps de concentration, il faut au préalable imposer l'équation

étranger=délinquant. C'est en ce sens qu'on doit lire la législation -de droite comme de gauche- sur l'immigration en Italie (mais nous pourrions dire en Europe et partout). Si les mêmes critères qui président à l'obtention du permis de séjour pour les immigrés étaient appliqués aux soi-disant citoyens, nous serions des millions à être enfermés ou à vivre en clandestins. En effet, combien d'Italiens peuvent démontrer qu'ils ont un travail en règle ? Combien vivent à plus de trois dans un appartement de 60 mètres carrés ? Sachant que les contrats d'intérim ne sont pas valables pour obtenir le permis de séjour, combien d'entre nous seraient des «réguliers» ? Définir tout ceci comme un racisme d'Etat n'est pas de l'emphase rhétorique, mais bien un constat rigoureux.

Aujourd'hui, les CPT (mais plus généralement toutes les formes de rétention administrative : des centres d'identification aux «zones d'attente» dans lesquelles sont gardés les réfugiés ou les demandeurs d'asile) sont la matérialisation de ce racisme. Et c'est justement parce que le fil barbelé est le symbole des lagers et de l'oppression totalitaire depuis soixante ans que la cohérence involontaire du pouvoir a entouré ces nouveaux camps de fils barbelés. Tout comme ce n'est pas un hasard si la rétention administrative, depuis toujours un dispositif typique de la domination coloniale, se diffuse aujourd'hui partout dans le monde (des ghettos palestiniens à Guantanamo, des geôles secrètes anglaises où sont enfermés les immigrés «suspectés de terrorisme» aux CPT italiens). En même temps qu'on bombarde et qu'on massacre au nom des «droits de l'homme», des millions d'indésirables sont brutalement privés de tout «droit», détenus dans des camps gardés par la police et confiés aux «bons soins» de quelque «organisation humanitaire».

Si les CPT sont des lagers -comme le disent désormais beaucoup de gens-, il est tout à fait logique de chercher à les détruire et d'aider les hommes et les femmes qui y sont enfermés à s'évader. Et il est tout à fait logique de frapper les collaborateurs qui les construisent et les gèrent. C'est ce que pensaient les anarchistes de Lecce. Ils ont alors dénoncé publiquement, dans l'indifférence générale, la responsabilité des gérants du CPT de San Foca -c'est-à-dire la curie de Lecce, à travers la Fondation «Regina Pacis»- et les conditions infâmes auxquelles étaient soumis les détenus ; ils ont recueilli des témoignages, des données, et se sont organisés. Ils sont devenus une épine dans le pied de la curie et du pouvoir local. En été 2004 déjà, un des leurs fut arrêté pour avoir essayé de favoriser la fuite de quelques immigrés au cours de la révolte qui a éclaté à l'intérieur du centre «Regina Pacis». Ils sont allés dans les fêtes de village pour rendre publics les noms et prénoms des agents responsables des tabassages dans le CPT, des médecins qui les couvraient, du directeur qui frappait, séquestrait et contraignait certains musulmans à

manger de la viande de porc. Tout ce, sans jamais perdre l'objectif de vue : fermer pour toujours ces lagers, et non pas les rendre «plus humains». Pendant que se déroulait tout cela, quelques actions anonymes touchaient les banques qui finançaient le CPT, mais aussi les propriétés de la curie et du directeur de la fondation «Regina Pacis», don Cesare Lodeserto. Et ces anarchistes étaient prêts à les défendre publiquement. Les autorités ne pouvaient plus cacher le problème. Qu'ont-elles fait alors ? Elles ont d'abord incarcéré Lodeserto sous l'accusation de séquestration de personne, détournement de biens publics, violence privée et diffusion de fausses nouvelles tendancieuses (le prélat s'envoyait des messages de menace qu'il attribuait ensuite à la «malavita albanaise»). Puis elles ont fait fermer le CPT de San Foca. Lodeserto placé en résidence surveillée, puis remis en liberté, elles ont donc incarcéré les anarchistes afin de s'en débarrasser pour des années. Les gens qui comptent ont défendu le prêtre de façon tonitruante. En défense des anarchistes, il n'y a eu au mieux que d'honnêtes préjugés. Justice est faite...

Mais quelque chose ne tourne pas rond. Le château de carte de l'accusation contre les rebelles est maladroit et branlant, et, surtout, les luttes contre les CPT prennent de la vigueur dans toute l'Italie. En avril, les reclus du lager de via Corelli à Milan montent sur les toits, ils se taillent les veines et hurlent la plus universelle des revendications : la liberté. Suivis par les immigrés enfermés dans le CPT de corso Brunelleschi à Turin, la révolte s'étend à Bologne, Rome, Crotona. Des dizaines d'entre eux réussissent à s'évader, tandis que le soutien pratique à la lutte commence à s'organiser à l'extérieur. En même temps que des manifestations et des initiatives qui dénoncent les responsabilités de ceux qui s'enrichissent sur les déportations des immigrés (d'Alitalia à la Croix Rouge, des compagnies de transport aux entreprises privées impliquées dans la gestion des lagers), les petites actions de sabotage ne manquent pas. Et lors de cette convergence spontanée qui constitue le secret de toutes les luttes, les crimes imputés aux anarchistes de Lecce se diffusent.

C'est ce mouvement -encore faible mais croissant- qui a posé publiquement le problème des CPT, envoyant paître les politiciens de gauche dans leur tentative pathétique d'attribuer au seul gouvernement de droite la responsabilité des lagers.

Que tout cela foute le bordel est démontré par les déclarations du ministre de l'Intérieur Pisanu sur les anarchistes qui «incitent à la révolte» les immigrés (comme si les conditions inhumaines dans lesquelles ils vivent n'étaient pas en soi une incitation permanente) et sur la nécessité des CPT pour affronter le «terrorisme» (il est en effet connu que ceux qui veulent passer les contrôles de la police pour accomplir un attentat se

promènent sans papiers). Pourquoi ?

Les CPT mettent à nu non seulement l'exclusion et la violence comme fondements de la démocratie, mais aussi le lien profond entre la guerre permanente, le racisme et la militarisation de la société. Ce n'est pas un hasard si la Croix Rouge est présente dans les conflits militaires aux côtés des armées et en même temps impliquée dans la gestion de nombreux lagers en Italie. Comme ce n'est pas un hasard si elle participe aux «exercices antiterrorisme» avec lesquels les gouvernements voudraient nous habituer à la guerre et à la catastrophe.

La criminalisation de l'étranger -bouc émissaire du malaise collectif- est depuis toujours le trait distinctif



L'ancien CPT de San Foca, situé à côté de la plage

des sociétés moribondes, et en même temps un projet d'exploitation bien précis. S'ils ne vivaient pas dans la terreur d'être enfermés et renvoyés au pays - où les attendent souvent la guerre, la faim, le désespoir-, les immigrés sans papiers ne travailleraient certainement pas pour deux euros l'heure sur les chantiers de quelque Grand'œuvre, pas plus qu'ils ne mourraient recouverts d'une coulée de ciment lorsqu'ils tombent des échafaudages. Le Progrès a besoin d'eux : c'est pour cela qu'on les clandestinise et qu'on ne les expulse pas tous, on les «accueille» dans des lagers, on les trie, on les sélectionne sur la base d'accords avec les pays d'origine, et selon leur docilité face au patron. Le sort qui les attend est le reflet d'une société en guerre (contre les concurrents économiques et politiques, contre les populations, contre ses propres limites naturelles).

Une des premières victimes de cette mobilisation totale est le sens des mots. Qu'aient pu entrer dans le vocabulaire courant des expressions comme «guerre humanitaire» -ou qu'on puisse nommer «centre d'accueil» un lager- en dit long sur l'écart entre l'horreur qui nous entoure et les mots qui la nomment. Cet écart

est en même temps une anesthésie de la conscience. Ils appellent les CPT des «lagers» puis vont voter pour ceux qui les construisent, ils disent «massacres» mais se contentent de défiler tranquillement contre la guerre [les troupes italiennes sont engagées en Irak], pour qu'il ne se passe rien. Pendant que se déroulait à Milan la manifestation océanique du 25 avril [60e anniversaire de la Libération], les révoltés du centre de rétention de via Corelli étaient sur les toits en train de crier que la résistance n'est pas terminée, mais la rhétorique sur la «libération» n'a même pas secoué les manifestants, ils ont continué à faire la fête.

Peut-être quelque chose est-il en train de changer. Alors que la propagande d'Etat met sur le même plan l'ennemi intérieur -le rebelle, le «terroriste»- et l'étranger -le fanatique, le kamikaze -, les résistances s'arment et les «périphéries» à deux pas de chez nous explosent, là où les pauvres brûlent les dernières illusions d'intégration à cette société. Des jeunes généreux entendent dire lager lorsqu'ils disent lager, et s'organisent en conséquence, en tant qu'étrangers dans un monde étranger. Ils sont prêts à conquérir la liberté avec les autres, même au risque de mettre en jeu la leur. Ils haïssent les barreaux au point qu'ils ne les souhaitent pas même aux pires charognes (les trop nombreux Loddeserto). Ces formes d'insatisfactions actives dialoguent pour le moment à distance, mais sont déjà l'ébauche de quelque chose de commun. La fausse parole se mutine, et de nouveaux comportements libèrent de nouvelles paroles dans la réalité de la vie quotidienne.

N'abandonnons pas à la vengeance des juges ceux qui ne sont pas restés au chaud quand d'autres hommes étaient emportés par la tempête. En des temps tristes et serviles, il est un choix qui contient tous les autres : décider de quel côté rester.

1. Le 12 juillet 2007, quatre de ces compagnons ont été condamnés pour «association de malfaiteurs» de 1 an et dix mois à 5 ans de prison ferme. Trois autres ont reçu des peines de 100 euros à 1 an de prison pour des délits spécifiques et les huit derniers sont acquittés. L'«association subversive» n'a donc finalement pas été retenue, au profit d'un montage juridique plus complexe.

Publié dans *Cette Semaine* n°88, mars 2006 et actualisé

Extrait de *A corps perdu*, revue anarchiste internationale (n°1 - décembre 2008)
<http://www.acorpsperdu.net>